



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Préfecture des Côtes d'Armor  
Direction des Relations  
avec les Collectivités Territoriales  
Bureau du Développement Durable

### **A R R E T E** **portant des prescriptions complémentaires** **concernant la mise en conformité IED** **de l'installation classée pour l'environnement**

**SARP OUEST – SAINT-CAST-LE-GUILDON**

Le Préfet des Côtes d'Armor

- VU** le Code de l'Environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le Règlement CLP n° 1272/2008 du 16/12/08 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;
- VU** la Directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles,
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 avril 1994 modifié par l'arrêté préfectoral du 20 février 2007 autorisant la société SARP OUEST à exploiter une installation de transit et de regroupement de déchets industriels sur la commune de SAINT-CAST-LE-GUILDON ;
- VU** le dossier de mise en conformité transmis à la préfecture des COTES D'ARMOR en date du 22 décembre 2014 et le rapport de base transmis à l'inspection des Installations Classées en date du 27 juillet 2015 ;
- VU** le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 27 juin 2016 ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 17 octobre 2016 à la connaissance du demandeur ;
- VU** l'avis émis par le CODERST lors de sa séance du 30 septembre 2016 ;
- VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par mail en date du 21 octobre 2016 ;

**CONSIDÉRANT** que la rubrique associée à l'activité principale des activités est la rubrique 3550 et que les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles du BREF relatif aux installations de traitement de déchets (WT) ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article R. 515-82 au Code de l'Environnement, les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations visées à l'article R. 515-82

sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-60 à R. 515-68 et R. 515-75 ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que l'analyse des meilleures techniques disponibles réalisée dans le dossier de mise en conformité montre que le fonctionnement de l'établissement est cohérent avec le document de référence (BREF installations de traitement de déchets) ;

**CONSIDÉRANT** que l'analyse du rapport de base révèle une pollution aux hydrocarbures dont les conséquences ou les inconvénients menacent de porter atteinte aux intérêts mentionnés au L 511-1 ;

**CONSIDÉRANT** que conformément aux dispositions de l'article R515-60 du Code de l'Environnement, il convient d'ajouter à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, des prescriptions relatives

- à la protection du sol et des eaux souterraines,
- à la surveillance périodique du sol,
- aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif des installations.

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES D'ARMOR ;

#### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1**

L'arrêté préfectoral en date du 29 avril 1994 modifié par l'arrêté préfectoral du 20 février 2007 autorisant la société SARP OUEST située Zone d'Activité de la Haute Lande à SAINT-CAST-LE-GUILDON à exploiter une installation de transit et de regroupement de déchets industriels est complété et modifié par les dispositions précisées dans les articles suivants.

#### **ARTICLE 2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Le tableau de classement de la nomenclature de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2007 est modifié comme suit :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2716-2	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1.000 m <sup>3</sup>	54 m <sup>3</sup>
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712,	volume annuel : 5 000 tonnes

		2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 tonne	
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	305 tonnes
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant inférieure 50 t au total	4,25 t Gazole + 1,28 t de GNR
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total	100 m <sup>3</sup> / an de gazole et GNR (< 500 m <sup>3</sup> )

\* A : Autorisation, D : Déclaration, NC : Non Classé

### **ARTICLE 3 - RUBRIQUE PRINCIPALE ET CONCLUSIONS SUR LES MTD ASSOCIÉES À LA RUBRIQUE PRINCIPALE**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2007 est complété par les dispositions suivantes :

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale est la suivante :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des Installations Classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite IED	Conclusion sur les meilleures techniques disponibles
Station de tri, transit et regroupement de déchets industriels spéciaux et de résidus urbains	3550	5.5	Document de référence sur les meilleurs techniques disponibles « Industrie de traitement des déchets » d'août 2006 (ce document ne vaut pas conclusion sur les MTD à la date de publication du présent arrêté)

#### **ARTICLE 4 - MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

L'article 2.I.8 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

Sans préjudice des mesures de l'article R512-39-1 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère par du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

La remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 512-30 et R. 512-39-2.

Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

#### **ARTICLE 5 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

L'article 2.I.11.10 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2007 est complété par les dispositions suivantes :

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)

#### **ARTICLE 6 - SURVEILLANCE DES SOLS**

L'article 2.I.11.9 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2007 est complété par les dispositions suivantes :

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base remis le 27 juillet 2015 ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les paramètres mesurés sont : hydrocarbures et métaux (arsenic, cuivre).

La fréquence de surveillance est a minima d'une fois tous les dix ans.

#### **ARTICLE 7 - POLLUTION AUX HYDROCARBURES LOURDS**

L'exploitant est tenu de proposer à l'inspection des installations classées, **sous un délai maximal de 6 mois** après parution du présent arrêté, les mesures appropriées de gestion que rendent nécessaires la découverte de la pollution aux hydrocarbures lourds détectée au droit du local de stockage des huiles et dont les conséquences menacent de porter atteinte aux intérêts mentionnés au L 511-1.

A cet effet, les outils méthodologiques décrits dans la circulaire du 8 février 2007 relative à la gestion des sols pollués seront utilisés.

#### **ARTICLE 8 - RÉEXAMEN PÉRIODIQUE**

L'article 2.I.32 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

En application de l'article R 515-71 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse au Préfet des COTES D'ARMOR, les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales.

Conformément à l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comporte :

1 - Des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :

- a) Les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
- b) Les cartes et plans ;
- c) L'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
- d) Les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68.

2 - L'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen.

Cette analyse comprend :

- a) Une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
- b) Une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
  - I. L'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
  - II. La surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au e de l'article R. 515-60 ;
  - III. Un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
- c) La description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

#### **ARTICLE 9 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rennes :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les

intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux.

#### **ARTICLE 10 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de SAINT-CAST-LE-GUILDON pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le maire de SAINT-CAST-LE-GUILDON fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture des Côtes d'Armor - l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SARP OUEST.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société SARP OUEST dans deux journaux diffusés dans tout le département.

L'arrêté sera également inséré dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture des Côtes d'Armor.

#### **ARTICLE 11 - EXECUTION**

Le Secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor,  
le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de la commune de SAINT-CAST-LE-GUILDON et à la société SARP OUEST.

Saint-Brieuc, le - 9 DEC. 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Gérard DEROUIN